

Les retards de paiement sont plus fréquents mais moins longs en Chine

La neuvième édition de l'étude de Coface sur les comportements de paiement domestique des entreprises chinoises montre une généralisation de la vente à crédit, désormais pratiquée par 90% des 1.300 entreprises interrogées au dernier trimestre 2011. Ceci représente une augmentation de 10 points en deux ans, sachant que le recours au crédit était quasiment inexistant dans ce pays voici quinze ans.

Cette évolution est d'abord motivée par le besoin de rester concurrentiel (pour 53% des entreprises interrogées) mais également par « *un climat de confiance accru entre partenaires commerciaux* » (23,5% après 16% en 2010). Seulement 17% des entreprises sondées sont contraintes de proposer un crédit en raison des problèmes de trésorerie de leurs clients, contre 25% l'année précédente.

Les trois quarts des transactions prévoient une durée moyenne de crédit inférieure à 60 jours, la part des paiements à plus de 90 jours diminuant sensiblement.

Les entreprises chinoises, sensibilisées à la gestion du risque, « *utilisent davantage l'assurance-crédit et l'affacturage au détriment de la simple information sur le client ou le recouvrement de créances commerciales* ».

Si la progression de la vente à crédit rend les retards de paiement plus fréquents (79% des entreprises interrogées contre 67,4% en 2010), il ressort de l'étude que 35,6% des factures sont désormais réglées dans un délai de 30 jours suivant l'échéance, contre moins de 22% en 2009. Seulement 10% des entreprises sondées ont fait part de dépassements supérieurs à 90 jours, une amélioration de 11 points en deux ans. La construction, la sidérurgie et l'habillement se caractérisent par une dégradation des retards de paiement, supérieurs à 60 jours contrairement à la tendance générale.

Les difficultés financières des clients sont citées par 63% des entreprises comme la cause principale des défauts de paiement, sous l'effet combiné de problèmes de trésorerie, de faibles marges et d'un accès insuffisant au crédit bancaire.

Ce resserrement du crédit constitue pour 2012 le principal souci des entreprises interrogées, devant la hausse du cours des matières premières, la concurrence domestique et la progression des salaires. Comme le crédit bancaire est alloué à 60% aux entreprises publiques, les PME sont contraintes de se tourner vers un système de financement alternatif («shadow banking») plus opaque qui applique des taux usuraires.

L'étude de la Coface est dans notre base « Ressources documentaires », rubrique Divers, international, documents, dossiers, études et analyses, Coface, Chine.